

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# LES EMERGENTS EN AFRIQUE

## UNE COOPÉRATION A L'EMPREINTE NORD-SUD

PAR

SEBASTIAN SANTANDER (\*)

Ces trois dernières décennies ont été synonymes de bouleversements et de transformation des structures de l'ordre mondial. La disparition de l'Empire soviétique et l'effondrement du monde bipolaire qu'on croyait immuables ont, dans un premier temps, laissé croire à l'essor d'une ère unipolaire. C'était sans compter sur l'essor ou la réaffirmation sur l'arène internationale d'une série d'acteurs étatiques tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie ou la Turquie. Le décentrage progressif du pouvoir mondial devint une des tendances incontournables de l'économie politique internationale et les vicissitudes que certains de ces acteurs connaissent parfois ne remettent pas en question cette évolution. Dans leur stratégie de déploiement international, ces acteurs labellisés « Emergents » misent sur la « coopération Sud-Sud » (CSS), plus particulièrement sur leurs relations avec l'Afrique qui, considérée comme une « cause perdue » de l'économie internationale et délaissée jusqu'il y a peu par la mondialisation, est à nouveau courtisée tant par les puissances industrielles traditionnelles que par les nouveaux acteurs.

La question soulevée par la présente contribution porte sur la nature de la relation développée par les puissances émergentes avec l'Afrique. S'agit-il d'un modèle relationnel de type « gagnant-gagnant » ou de relations animées par une approche en termes de *Realpolitik* fondée sur le calcul stratégique et l'intérêt national ? Pour y répondre, il convient de confronter le discours officiel des pays émergents sur la bienveillance de la coopération Sud-Sud à la réalité du terrain. Dans ce dessein, la présente étude se divisera en cinq parties. La première reviendra sur les notions d'émergence et de « décentrage du pouvoir mondial ». La deuxième portera sur les efforts des Emergents à agir de concert sur la scène internationale, plus particulièrement en Afrique. La troisième analysera les raisons qui animent les Emergents à se rapprocher des pays africains. La quatrième étudiera les stratégies individuelles déployées par les Emergents sur le

(\*) Professeur ordinaire en Science politique et directeur du Center for International Relations Studies de la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie de l'Université de Liège (ULiège, Belgique).

Continent noir. La cinquième et dernière partie s'intéressera à la rivalité dont l'Afrique fait l'objet, à la fois entre les Occidentaux et les Emergents ainsi qu'entre ces derniers.

#### UN RÉÉQUILIBRAGE DU POUVOIR MONDIAL

Depuis une vingtaine d'années, le monde fait face à la montée en force de nouveaux pôles d'influence qui ont émergé en dehors de la triade Etats-Unis / Europe occidentale / Japon. Ces acteurs étatiques ont été perçus par un nombre croissant de cercles médiatiques, diplomatiques ou financiers comme les nouveaux « gagnants » de la mondialisation. Ils ont été regroupés sous le terme générique de « pays émergents ». Pour mieux les identifier, d'aucuns n'hésitent pas à proposer des sigles, dont les plus répandus sont les fora du BRICS et de l'IBSA (1) qui, contrairement à d'autres tels que CIVETS (2), MIST (3) ou N-11 (4), ne se résument pas à des labels marketing à l'attention d'investisseurs potentiels dans la mesure où ils revendiquent une existence politique propre (*cf. infra*).

Au-delà du débat, loin d'être tranché, sur la définition de l'« émergence », nous nous intéresserons à la réalité particulière que cette notion recouvre en Relations internationales, à savoir celle de la diffusion du pouvoir mondial. Ce qui revient à poser la question de la multipolarité des affaires internationales. Un monde multipolaire est un système interétatique qui repose sur des pôles de puissance de nature et caractéristiques comparables qui se contrecarrent. Si un tel scénario est pour l'heure balbutiant, on ne peut ignorer le décentrage progressif que connaît aujourd'hui le pouvoir mondial. Bien que, dans le secteur militaire, le monde occidental, plus particulièrement les Etats-Unis (EU), détienne, sur le plan international, le quasi-monopole de l'usage de la force et dispose d'importants moyens pour surveiller et influencer le comportement des autres acteurs de la planète, dans le domaine de l'économie politique internationale, on constate une remise en cause graduelle du monopole de la puissance de la triade EU, Europe et Japon (5). Cette dernière a représenté jusqu'aux années 1990 l'essentiel du commerce, de la production, des transactions financières, des innovations scientifiques ainsi que de l'aide au développement. Cette situation est en train de changer, comme en attestent certains chiffres

(1) Le forum des BRICS intègre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, alors que l'IBSA se compose de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud.

(2) Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie, Afrique du Sud.

(3) Mexique, Indonésie, Corée du Sud, Turquie.

(4) Le N-11 est l'un des derniers acronymes né de l'imagination de Jim O'Neill, ancien économiste de Goldman Sachs qui créa et popularisa le terme BRIC. N-11 signifie « Next Eleven », soit « Onze suivants », et renvoie aux pays supposés devenir les économies les plus importantes de notre siècle : Bangladesh, Egypte, Indonésie, Iran, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie, Corée du Sud et Vietnam. *Cf. Jim O'NEILL, BRICs and Beyond*, The Goldman Sachs Group, 2007.

(5) Sebastian SANTANDER (dir.), *L'Émergence de nouvelles puissances : vers un système multipolaire ?*, Ellipses, Paris, 2009, et « The EU and the shifts of power in the international order: challenges and responses », *European Foreign Affairs Review*, vol. XIX, n°1, 2014, pp. 65-81.

qui montrent que le poids des économies américaine et européenne a sensiblement diminué entre les années 1980 et 2010 au profit des Emergents. Ainsi, voici trente ans les économies américaine et européenne comptaient respectivement pour 25 et 31% du PIB mondial contre 19 et 20% aujourd'hui, alors que, sur la même période, la richesse produite par la Chine et l'Inde est passée de 8 à 25% (6). L'économie japonaise a également connu un rétrécissement puisque, sur la seule et dernière décennie, le poids du produit intérieur brut (PIB) japonais dans l'économie mondiale est descendu de 11,1% à 6,5% (7).

La montée en force de la Chine et de l'Inde, le retour de la Russie en tant que puissance politique à vocation planétaire ou l'affirmation du Brésil, de l'Iran, de la Turquie ou de l'Afrique du Sud participent d'une transformation des rapports de force internationaux et, partant, contribuent à la recomposition progressive des affaires mondiales. Ces pays ont connu, à des degrés divers, des taux de croissance soutenus depuis de nombreuses années : lors de la décennie écoulée, les taux de croissance moyen de l'Inde, de la Turquie et du Brésil ont respectivement atteint 8%, 6% et 4%. La Chine, quant à elle, a connu une croissance moyenne de 10% mais sur une période de 25 ans. Les Emergents ou ré-émergents sont maintenant à l'origine de plus de la moitié de la croissance mondiale. Ils ont progressivement gagné des places dans le top dix du classement de l'économie mondiale en parité de pouvoir d'achat, où on trouve désormais la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et l'Indonésie, cela malgré les récentes déconvenues conjoncturelles que certaines de ces économies ont connues. Les performances chinoises ont été les plus importantes puisque ce pays est dorénavant la première puissance commerciale au monde, avec un volume d'échange supérieur à celui des EU (8) et, selon les chiffres du Fonds monétaire international (FMI), elle est, depuis 2014, la première puissance économique mondiale en parité de pouvoir d'achat, une position que les Etats-Unis occupaient depuis 1872, année où ils détrônèrent le Royaume-Uni (9).

Les performances de la Chine et des autres Emergents ont, en partie, contribué à faire de ces pays de nouvelles destinations pour les investissements directs étrangers (IDE). Cette accélération de leur développement contribue à leur statut d'exportateurs de capitaux pour des montants qui se chiffrent en milliards de dollars. Les Emergents comptent de plus en plus sur des réserves de change et, là encore, la Chine, malgré

(6) Jeffrey D. SACHS, « A world adift », *Project Syndicate*, 22 avr. 2012.

(7) Eurostat, « The EU in the world », *Eurostat*, Luxembourg, 2015, p. 76.

(8) Mathilde DAMGÉ, « La Chine en 5 graphiques », *M Economie*, 10 janv. 2014.

(9) Le PIB chinois – calculé en parité de pouvoir d'achat – est de 17 632 milliards de dollars contre 17 416 pour les EU : cf. FMI, « World economic outlook data base », oct. 2014.

sa décélération et la fonte relative de ses réserves (10), continue de battre tous les records puisque ses réserves – les plus importantes de la planète – atteignent quelque 3 200 milliards de dollars (11), ce qui la hisse au statut de banquier du monde (12) : elle est le premier créancier des EU, finance les déficits de pays européens et prête aux pays en développement (PED) d’Afrique, d’Amérique latine ou d’Asie. Toutefois, les autres Emergents cherchent également à se positionner comme pourvoyeurs d’aide au développement (*cf. infra*).

Leur essor économique explique également que les Emergents ont réussi à imposer toute une série de « champions » : des entreprises qui deviennent des exportatrices d’IDE s’internationalisent toujours davantage grâce au soutien fourni par leurs Etats respectifs et reçoivent des aides financières de banques publiques. C’est le cas, par exemple, des multinationales brésiliennes dont la projection internationale est appuyée par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), des groupes indiens qui reçoivent le soutien de l’Export-Import Bank of India (Exim Bank of India) ou d’entreprises chinoises dont les activités sont soutenues par la Banque de développement chinoise (CDB) ou la Banque Export/Import (China Exim Bank). Les multinationales des Emergents s’imposent et multiplient les stratégies de fusions et acquisitions au point de constituer de redoutables groupes concurrents pour les opérateurs économiques occidentaux. Ces stratégies donnent l’occasion aux entreprises des Emergents d’investir des marchés nouveaux, d’élargir leur taille et de se saisir de marques mondialement reconnues, du savoir-faire et des technologies. Les Emergents s’affirment peu à peu comme des *leaders* dans toute une série de domaines du commerce mondial, plus précisément dans l’énergie, l’agriculture, le textile ou les services.

#### L’AFRIQUE, TERRAIN PRIVILÉGIÉ DE DÉPLOIEMENT COLLECTIF POUR LES EMERGENTS

Ce processus de développement rapide contribue à donner des ailes aux Emergents. Certains de leurs discours sous-entendent que l’avenir leur est dorénavant réservé alors que les anciennes puissances industrialisées seraient en passe d’être reléguées au second plan. Ces perceptions dérivées de leur nouvelle assurance consolident leur ambition de puissance et les confortent dans leur volonté d’agir pour un partage plus équilibré du pouvoir mondial. D’autant qu’ils considèrent que la structure économique

(10) En 2014, les réserves de changes chinoises s’élevaient à 3 900 milliards de dollars. *Cf.* Nargiza SALIDJANOVA, « China’s foreign exchange reserves and holdings of US securities », *USCC Economic Issue Brief*, n°2, 21 mars 2014, pp. 1-6 ; Claire GUÉLAUD, « La fonte record des réserves de change chinoises est ‘tout simplement intenable’ », *Le Monde*, 8 fév. 2016.

(11) Trading Economics, *China Foreign Exchange Reserves*, disponible sur le site Internet [www.tradingeconomics.com/china/foreign-exchange-reserves](http://www.tradingeconomics.com/china/foreign-exchange-reserves) (consulté le 2 mai 2017).

(12) Claude MEYER, *La Chine, banquier du monde*, Fayard, Paris, 2014.

et politique internationale, élaborée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est loin de refléter la réelle répartition du pouvoir mondial de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Pour se faire une place dans l'arène internationale et changer les structures mondiales, la diplomatie devient un instrument de choix (13).

Dès lors, les Emergents œuvrent pour se réserver des zones d'influence régionales plus ou moins institutionnalisées : le Brésil réaménage l'espace sud-américain au travers du Marché commun du Sud (Mercosur) et de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) ; la Russie étend son pouvoir en Europe orientale et dans le Caucase en lançant son projet d'Union économique eurasiatique (UEE) ; l'Afrique du Sud s'appuie sur la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) pour fortifier sa présence en Afrique méridionale ; la Chine consolide son influence en Asie du Sud-Est et en Asie centrale par le truchement de son projet « Une ceinture, une route », qui se décline en deux volets : la « nouvelle route de la soie », qui doit relier la Chine à l'Europe par voie terrestre et ferroviaire, et « une route de la soie maritime du XXI<sup>e</sup> siècle », qui vise à créer une zone économique de l'Asie du Sud-Est jusqu'à la Méditerranée en passant par l'Océan Indien, le Golfe et le canal de Suez (14).

Les Emergents vont également tenter d'investir davantage les instances multilatérales à portée universelle, afin de changer à leur profit les rapports de force, comme en témoigne l'évolution du processus de négociation au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce dernier fut longtemps déterminé par la « Quad » (Etats-Unis, Union européenne, Canada et Japon). Cependant, les pressions exercées par les Emergents pour changer ce *statu quo* entraînèrent la substitution de la Quad par la « Nouvelle Quad » (15), qui rassemble aux côtés des Etats-Unis et de l'Union européenne le Brésil, la Chine et l'Inde (16). Depuis, les pays occidentaux ne peuvent plus guère imposer leur vue de manière unilatérale et la consultation des Emergents est devenue incontournable pour tout compromis au sein de l'OMC. L'offensive des Emergents pour un partage plus important du pouvoir mondial concerne d'autres organisations multilatérales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), qui fonctionnent selon la règle « un dollar, un vote ». Autrement dit, plus la contribution de l'Etat membre est élevée, plus son poids dans le processus décisionnel est grand. Dans ce cadre, les Emergents

(13) Sebastian SANTANDER, « Les puissances émergentes. Portée et limites d'un phénomène international », in Dario BATTISTELLA (dir.), *Relations internationales. Bilan et perspectives*, Ellipses, Paris, 2013, pp. 523-544.

(14) Pour plus de détails sur l'ensemble de ces stratégies régionales, cf. Sebastian SANTANDER (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2016, 358 p.

(15) Amrita NARLIKAR, « New powers in the club: the challenges of global trade governance », *International Affairs*, vol. LXXXVI, n°3, mai 2010, pp. 717-728 ; OMC, « Membership, alliances and bureaucracy », disponible sur le site Internet [www.wto.org/english/thewto\\_e/whatis\\_e/tif\\_e/org3\\_e.htm](http://www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/org3_e.htm) (consulté le 17 octobre 2017)

(16) La « Nouvelle Quad » peut prendre des appellations et formes distinctes telles que les « quatre/cinq parties intéressées », le « groupe Quint » ou le « G6 ». Toutefois, tous ces groupes intègrent aussi bien des puissances industrielles du Nord que des pays émergents.

ont saisi l'occasion de la crise mondiale de 2007-2008, dont l'origine et la responsabilité relèvent de l'Occident, plus particulièrement des EU, pour revendiquer une réforme du FMI et de la BM. En 2010, les Emergents parviennent à imposer la réforme des institutions de Bretton Woods à la table du G20. Cette réforme prévoit un rehaussement de leur droit de vote au détriment de plusieurs pays occidentaux (Allemagne, Canada, Grande-Bretagne, Etats-Unis, France). Le premier des Emergents à bénéficier de cette réforme est la Chine, dont le poids dans le processus décisionnel a presque doublé. En obtenant 4,64% des parts à la BM et 6,1% au FMI, la Chine devient le troisième actionnaire de ces institutions, derrière les EU. et le Japon (17). D'autres Emergents ont également tiré profit de cette réforme, plus particulièrement l'Inde, le Brésil et la Russie, qui ont vu leur droit de vote augmenter tant à la BM qu'au FMI (18). Alors que la réforme de la BM a été rapidement adoptée, celle du FMI n'a été entérinée que fin 2015, après plusieurs années de blocage par les EU, dont le pouvoir de décision au sein de ces instances équivaut toujours à un droit de veto.

Les acteurs émergents, mécontents d'un tel blocage, ont misé sur d'autres initiatives diplomatiques pour faire entendre leur voix, comme l'instauration de clubs de puissances, à l'image des fora des BRICS ou de l'IBSA. Ces espaces de rencontre entre pairs émergents ne se cantonnent pas au seul dialogue politique, ils peuvent constituer – au-delà des rivalités et divisions qui caractérisent parfois les relations entre les membres – un levier de pression et d'action sur la scène internationale (19). Dans cet esprit, les membres du BRICS dévoilèrent en 2013, à l'occasion du cinquième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de Durban, l'idée de créer une Banque de développement et un fonds commun de réserve de change en tant qu'« *étape-clef dans la coopération entre économies émergentes et pays en développement* » (20). Cette nouvelle Banque de développement (NDB), dont la création fut actée en 2014 avec une capitalisation d'un montant de 50 milliards de dollars, qu'il est prévu de doubler dans les prochaines années, est entrée en fonction en juillet 2015 et a pour mission de financer des projets d'infrastructures (routes, barrages,

(17) BM, *Top 8 countries voting power*, disponible sur le site Internet [finances.worldbank.org/Shareholder-Equity/Top-8-countries-voting-power/udm3-vzz9](http://finances.worldbank.org/Shareholder-Equity/Top-8-countries-voting-power/udm3-vzz9) (consulté le 15 mai 2017) ; FMI, *IMF Members' Quotas and Voting Power, and IMF Board of Governors*, disponible sur le site Internet [www.imf.org/external/np/sec/memdir/members.aspx](http://www.imf.org/external/np/sec/memdir/members.aspx) (consulté le 15 mai 2017).

(18) Bretton Woods Project, *Analysis of World Bank Voting Reforms*, 30 avr. 2010, disponible sur le site Internet [www.brettonwoodsproject.org/2010/04/art-566281/](http://www.brettonwoodsproject.org/2010/04/art-566281/) (consulté le 23 juin 2016) ; FMI, *IMF Members' Quotas and Voting Power, and IMF Board of Governors*, *op. cit.*

(19) Il est déjà arrivé que, dans le domaine de la « *high politics* » (enjeux de sécurité internationale), les Emergents aient cherché à rapprocher leurs vues respectives. En témoigne l'opposition sino-russe et l'abstention du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud à la résolution, proposée en octobre 2011 par les puissances occidentales du Conseil de sécurité de l'ONU, visant à condamner la répression en Syrie. Déjà, lors du vote, en mars 2011, de la résolution 1973 sur la Libye, les pays du BRIC s'étaient abstenus, craignant, que sous le couvert du principe de la « responsabilité à protéger », on légitime l'évincement, par voie militaire, d'un régime politique devenu encombrant.

(20) New Development Bank, *Reinventing partnership. Redefining future*, disponible sur le site Internet [ndb.int/index.php](http://ndb.int/index.php), (consulté le 22 juin 2016).

télécommunications, ouvrages d'art, équipements dévolus à l'éducation et à la santé) dans les pays membres ou dans d'autres pays qui en font la demande. Le but poursuivi est de financer des projets qui concerneraient plus particulièrement les PED qui, en Afrique, sont confrontés à un besoin criant en infrastructures (ponts, routes, réseaux de transports, hôpitaux, écoles, raccordement en eau et en énergie).

Quant à la réserve de change commune, elle compte sur 100 milliards de dollars et a pour mission d'octroyer des prêts à ses membres ou à d'autres pays en difficulté financière. Ces prêts sont concédés sans conditionnalités – ni politiques, ni économiques – et les membres de ces deux institutions jouissent d'un même poids politique dans le processus décisionnel, même si chaque membre ne contribue pas à hauteur du même montant. Ce faisant, ils souhaitent pouvoir disposer d'instruments de développement alternatifs à ceux proposés par la BM et le FMI et dissocier leurs actions de ces instances, qui sont toujours perçues par les BRICS comme des institutions dirigées par les Occidentaux, plus particulièrement par les EU, dont l'influence politique est demeurée intacte en dépit des dernières réformes.

Le forum IBSA a également été pensé pour réaménager les structures du pouvoir économique et politique mondial, ainsi que pour permettre à ses membres de jouer un rôle dans le domaine du développement. C'est la pression exercée par l'IBSA et son rapprochement avec la Chine qui a, notamment, occasionné des changements dans les rapports de force au sein de l'OMC (*cf. supra*). Les membres de l'IBSA essaient de renouveler ce succès au niveau de la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, afin que chacun puisse obtenir un siège permanent, ce qui est loin d'être gagné tant les positions à l'ONU divergent. Toutefois, ce forum est doté d'un fonds (21) qui donne la possibilité à ses membres de jouer un rôle dans le secteur de la coopération au développement. Annuellement, la contribution individuelle à l'IBSA Fund s'élève à un million de dollars. Ce dernier est administré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et permet à ses membres de financer, sans conditionnalité, toute une série de petits projets dans les pays qui en font la demande. Ces projets ont trait à l'agriculture, aux infrastructures, à la santé, à l'intégration sociale ou à la lutte contre la pauvreté (22) et concernent des pays issus des différentes régions du monde, traduisant ainsi la volonté des Emergents de diffuser le message d'une unité d'action, d'une capacité de se projeter ensemble comme agent collectif du développement en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est ou dans les Caraïbes.

L'IBSA Fund a permis à ses membres de financer des projets tels que le hall omnisports à Ramallah, la reconstruction du centre culturel et hospitalier du Croissant-Rouge palestinien de la bande de Gaza, une

(21) IBSA Fund ou Trust Fund for the Alleviation of Poverty and Hunger.

(22) United Nations Development Programme, *IBSA Fund*, New York: Special Unit for South-South Cooperation, 2012, 149 p.



formation électronique à l'attention d'étudiants en médecine dans la région côtière du nord du Vietnam, la réduction de la pauvreté par le développement de l'élevage à Sainte-Lucie, ainsi qu'un projet visant à encourager la collecte des déchets et la réduction de la violence à Haïti. Dans ce dernier cas, on s'est notamment intéressé au quartier de Carrefour-Feuilles de Port-au-Prince, qui résulte d'une longue histoire de conflits violents entre bandes opposées. L'initiative financée a permis de réunir des gangs rivaux et de les associer à un projet de collecte et de traitement de déchets, ce qui a eu pour effets de créer plusieurs centaines d'emplois, de réduire l'incidence des maladies et de restreindre les risques d'inondation dus à la saturation des canaux par les détritiques (23).

Cela étant, l'Afrique demeure une cible de choix pour le forum IBSA, d'autant que chacun des trois pays membres est doté d'une stratégie africaine qui doit lui permettre de développer avec le continent des relations individuelles d'ordre économique, commercial, politique et en matière de coopération au développement (*cf. infra*). Depuis sa création, l'IBSA Fund a financé plusieurs projets de développement de petite et de moyenne taille dans les pays les moins avancés du continent africain. Il a été à l'origine de la construction d'une clinique de prévention du SIDA au Burundi, de l'accès durable à l'eau potable et de la réhabilitation de centres médicaux au Cap-Vert, du renforcement des capacités de développement humain et de la réduction de la pauvreté en Sierra Leone ou de la création d'opportunités pour l'emploi des jeunes au Soudan. Une attention particulière a été accordée à la Guinée-Bissau, qui constitue une des cibles prioritaires de la politique de coopération au développement brésilienne. Ce pays de langue lusophone a bénéficié de plusieurs programmes d'aide ayant trait à l'agriculture et aux communautés rurales, à la réduction de la pauvreté et à l'électrification de cinq villages par l'entremise d'un système d'exploitation d'énergie solaire.

#### COMPRENDRE L'INTÉRÊT RENOUVELÉ DES EMERGENTS POUR L'AFRIQUE

L'ensemble des projets susmentionnés fait partie de ce que les Emergents ont pris coutume de qualifier de « coopération Sud-Sud » (CSS). Cette dernière constitue un canal par lequel des pays comme la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud ou la Turquie s'emploient à accroître leur présence dans les PED d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine. Le cas de la percée des Emergents en Afrique est assez emblématique des liens qu'ils entendent déployer avec le monde en développement (24). Depuis une douzaine d'années, les relations économiques, commerciales et politiques entre les Emergents et ce continent ont significativement progressé. Toutefois, les

(23) IBSA Fund, *India-Brazil-South Africa Dialogue Forum*, 2016, disponible sur le site Internet [www.ibsa-trilateral.org/about-ibsa/ibsa-fund](http://www.ibsa-trilateral.org/about-ibsa/ibsa-fund), (consulté le 21 juin 2016).

(24) Sebastian SANTANDER (dir.) *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des Emergents*, Karthala, Paris, 2014.

rapports entre ces acteurs ne sont pas récents, étant donné que Moscou, Pékin, New Delhi ou Brasilia avaient déjà réussi par le passé à établir des relations étroites avec plusieurs pays africains, notamment, dans le contexte de la décolonisation africaine et asiatique, de la confrontation Est-Ouest de l'après-guerre et de la recherche, durant la Guerre froide, de la part des PED, d'un rééquilibrage des rapports de force économiques entre le Nord et le Sud.

Néanmoins, durant les années 1980, l'Afrique est reléguée au second plan par ces pays dont l'attention est détournée par des préoccupations d'ordre interne : Moscou tente d'inverser le déclin irrémédiable de l'Union soviétique ; Pékin a toute son attention centrée sur la préoccupation de la réussite des réformes structurelles censées conduire la Chine vers une « économie socialiste de marché » ; New Delhi, en proie à une crise économique (déficit commercial, faible croissance, réserves en devises défaillantes), est accaparé par la recherche d'un modèle de développement alternatif au système dirigiste défaillant ; Brasilia ambitionne de sortir le Brésil de la « crise de la dette » et de résorber ses problèmes d'hyperinflation ; l'Afrique du Sud, politiquement et économiquement isolée, se débat pour résoudre la crise de régime politique qui la traverse. La perte d'intérêt pour l'Afrique s'explique également du fait qu'elle s'enfonce dans une période dite d'« afro-pessimisme ». Durant les années 1980 en effet, le continent est confronté, sur le plan économique, à une « décennie perdue », qui se traduit par une crise de la dette, une chute des prix des matières premières et une spirale inflation-dévaluation qui paupérise davantage les sociétés africaines (25). Les prévisions économiques s'assombrissent – d'autant que les investissements privés se détournent de l'Afrique et que les aides publiques n'apportent pas les résultats escomptés – et la perception internationale de la situation politique et sociale du continent apparaît pour le moins négative. Les guerres asymétriques et les conflits armés interafricains, attisés par la rivalité Est-Ouest et combinés aux graves problèmes de sécheresse, de famine ou d'épidémies, ne feront rien pour rehausser l'image du continent.

Le désintérêt pour l'Afrique des pays aujourd'hui catalogués d'« Emergents » aura pour conséquence un amenuisement des relations diplomatiques, des fermetures d'ambassades et de bases militaires ainsi qu'une chute des échanges commerciaux. Dans les meilleurs cas, les politiques africaines des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Russie manqueront de consistance, d'ambition et de vision stratégique ; dans les pires, le continent africain disparaîtra de l'écran de leur politique étrangère.

Ce sont les années 2000 qui marquent le retour en force des Emergents sur le Continent noir. Les raisons de ce regain d'intérêt relèvent d'ordres multiples : la nécessité évidente des Emergents d'investir de nouveaux

(25) Jean SEVERINO / Olivier RAY, *Le Temps de l'Afrique*, Odile Jacob, Paris, 2010.

marchés et leur appétit pour les importantes ressources naturelles de l'Afrique (hydrocarbures, cuivre, cobalt, charbon, fer, bois, uranium...) ; la recherche d'appuis ou d'alliances dans les tractations internationales ou de voix alliées au sein des instances multilatérales en vue de faire évoluer à leur avantage certains dossiers globaux ; le besoin d'étendre leur périmètre d'influence ainsi que d'accroître leur visibilité et de renforcer leur reconnaissance internationale.

A cela s'ajoute l'évolution de l'Afrique elle-même. En effet, aux côtés d'une sombre réalité politique, économique, sociale, climatique, environnementale ou sécuritaire, coexiste une réalité nouvelle, celle d'une Afrique (Angola, Nigeria, Ethiopie, Tanzanie, Mozambique, Rwanda, Zambie) qui affiche des taux de croissance semblables à ceux relevés dans une Asie émergente qui, au cours des dix dernières années, a vu tripler ses échanges commerciaux avec le reste du monde, a connu une progression spectaculaire de certains secteurs économiques, tels que les télécommunications, et, depuis 2005, attire plus d'investissements étrangers privés que d'aides officielles (26). Ce qui fait dire – peut-être de manière abusive – à des organisations internationales que le continent africain se trouverait au « *bord d'un décollage économique* » (27). Ces éléments contribuent à progressivement changer l'image de l'Afrique et, partant, à attirer les Emergents, sans doute davantage enclins à prendre des risques sur le Continent noir que certains pays industrialisés.

#### L'AFRIQUE FACE AUX STRATÉGIES INDIVIDUELLES DES EMERGENTS

Dès lors, les Emergents se dotent de nouvelles stratégies africaines et les liens tissés deviennent aussi divers que nombreux, de la diplomatie à l'économique en passant par le commerce et/ou la coopération au développement, technique, universitaire et/ou militaire. Le continent fait l'objet de visites récurrentes, organisées au niveau ministériel et au plus haut niveau politique par le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie ou la Turquie, ce qui contribue à doter ces relations d'une visibilité internationale. Il attire aussi les entreprises des Emergents, ce qui concourt à la redynamisation des échanges économiques et commerciaux. La présence des Emergents rattrape progressivement celle des Occidentaux ; leur participation dans le commerce extérieur africain n'a cessé de croître ces dernières années, au détriment de l'Union européenne et des EU, bien que ces derniers y concentrent ensemble encore environ la moitié des échanges et des investissements étrangers (28). En effet, depuis une douzaine d'années,

(26) Pascale G. ZACHARY, « Africa take off », *Foreign Policy*, 11 juin 2012 ; Susan LUND / Arend VAN WAMELEN, « Lions on the move », *Foreign Policy*, 31 août 2012.

(27) BM, « Africa's future and the World Bank's role in it », avr. 2010.

(28) « Africa and its emerging partners », *Africa Economic Outlook*, 2011.

la Chine a décuplé ses échanges avec l'Afrique (29) et les a vingtuplés depuis l'année 2000. Un calcul effectué depuis les années 1960 permet d'établir que le coefficient de multiplication atteint aujourd'hui 2 126 (30) et correspond dorénavant à un montant de 200 milliards de dollars (31). En ce qui concerne l'Inde et le Brésil, leurs échanges commerciaux avec le continent ont septuplé, passant respectivement de 8 milliards de dollars à 50 et de 4 milliards à 24.

La Turquie et la Russie tentent également de se positionner avantageusement dans le commerce avec l'Afrique, même si leur progression demeure modeste comparée à celles des autres Emergents. Un nombre croissant d'entreprises turques s'intéressent au continent, à l'instar de celles représentées par Tuskon (32), qui investit de plus en plus dans les secteurs de l'agro-alimentaire, du textile, du bâtiment et des travaux publics (BTP) ou des banques des pays africains (33). Au cours de la dernière décennie, les échanges commerciaux ont progressé de 3,5 à 16 milliards de dollars. Par ailleurs, l'Agence d'aide au développement turque (TIKA) a étendu ses activités, notamment en Afrique de l'Est. Afin de développer et de consolider cette présence, Ankara a procédé au triplement du nombre de ses ambassades sur le continent, à la création d'écoles pour diffuser la langue et la culture turques, à la création d'une Chambre de commerce Turquie-Afrique, au développement de la coopération militaire, à la création de nouvelles lignes aériennes reliant la Turquie au continent, à la programmation de visites d'Etat dans les pays africains et à l'organisation sur son territoire d'événements à haute visibilité internationale, tels que l'année de l'Afrique (2005), le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement turco-africain (2008) ou le Forum média Turquie-Afrique (2012). La Turquie a en outre lancé, en 2006, un forum d'affaires qui, depuis, réunit chaque année des opérateurs économiques turcs et africains.

La Russie, qui ne veut pas demeurer en reste, a commencé à accorder une place plus importante à l'Afrique dans son agenda extérieur. Moscou a prévu un programme d'aide au développement de plus de 400 millions de dollars, organisé des conférences interparlementaires et des tournées présidentielles en Afrique, réactivé ses réseaux d'anciens boursiers

(29) Trust MATSILELE, « China-Africa trade grows tenfold in a decade », CNBCAfrica, 23 avr. 2014, disponible sur le site Internet [www.cnbc africa.com](http://www.cnbc africa.com) (consulté le 5 juin 2016) ; Richard SCHIERE / Leonce NDIKUMANA / Peter WALKENHORST, « China and Africa. An emerging partnership for development? », *African Development Bank Group*, Tunis, 2011, 136 p.

(30) Trust MATSILELE, « China-Africa trade now 2000 times more than in 1960 », CNBCAfrica, 23 mai 2014, disponible sur le site Internet [www.cnbc africa.com/news/special-report/2014/05/23/china-africa-trade-2000-times-more-than-1960-report/](http://www.cnbc africa.com/news/special-report/2014/05/23/china-africa-trade-2000-times-more-than-1960-report/) (consulté le 15 juin 2016).

(31) Sébastien LE BELZIC, « Le yuan chinois, un nouveau dollar pour l'Afrique ? », China Africa, 27 mai 2015, disponible sur le site Internet [www.chinafrica.info](http://www.chinafrica.info) (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2016).

(32) Confédération des hommes d'affaires et industriels de Turquie.

(33) Kamal BAYRAMZADEH, « Les effets de l'arrivée au pouvoir de l'AKP sur la politique africaine de la Turquie », in Sebastian SANTANDER (dir.) *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des Emergents*, Karthala, Paris, 2014 ; Julia HARTE, « Turkey shocks Africa », *World Policy Journal*, hiv. 2012-2013 ; Vicky ALAIN, « La Turquie à l'assaut de l'Afrique », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

formés dans les universités soviétiques et réservé plus d'importance à cette dernière dans le dispositif institutionnel du Kremlin en dotant le Président russe d'un représentant spécial pour la coopération avec les pays africains (34). Comparée à celles des autres acteurs émergents, la présence économique et commerciale russe reste sans doute la moins conséquente puisque les échanges avec l'Afrique ne s'élèvent qu'à 2% du commerce extérieur bien qu'ils aient doublé depuis dix ans, atteignant aujourd'hui 4 milliards de dollars. Dans cette perspectives, Moscou s'emploie à appuyer les entreprises russes en Afrique dont les intérêts résident dans les domaines de l'énergie, de l'armement et de l'exploitation minière : sont concernés, notamment, l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, l'Égypte, la Namibie ou le Nigeria (35).

En outre, les placements de capitaux des autres pays du BRICS en Afrique ont, eux aussi, connu une solide courbe ascendante, pour atteindre 25% du total des IDE à destination du continent. En 2000, les IDE des cinq Émergents étaient quasi insignifiants. Une décennie plus tard, l'Afrique reçoit 4% des IDE des BRICS et est devenue pour ces derniers une destination d'investissement plus importante (en valeur relative) que pour l'Europe ou les EU. Les entreprises chinoises d'État (CNOOC, CNPC, Sinopec, ICBC, China EXIM Bank, Chinalco, CNMC, CREC) mais aussi semi-privées (Huawei Technology, ZTE Corp.) investissent activement en Afrique. L'ampleur du déploiement de la Chine et de ses entreprises est telle que 150 milliards de dollars ont été investis entre 2006 et 2014 dans l'exploitation du pétrole, des mines, du cuivre, du fer, du bois, du cobalt, du charbon ou de l'uranium. Pékin, devenu en 2009 le premier partenaire commercial du continent, a signé des contrats avec plus d'une vingtaine de pays africains producteurs de pétrole, ce qui amène l'Afrique à lui fournir 30% de ses approvisionnements. Suite à la politique officielle dite du « *go out* » qui, depuis 1999, incite les Chinois à investir à l'étranger, plusieurs milliers d'entreprises se sont implantées sur le continent mais aussi plusieurs milliers de particuliers chinois.

Si la Chine est devenue un acteur incontournable de l'échiquier africain, il n'est pas exclusif, les autres pays émergents s'employant également à développer et étendre leur présence sur le continent, à l'instar de l'Inde. Depuis la seconde moitié des années 2000, les autorités indiennes organisent au plus haut niveau politique des sommets trisannuels avec les dirigeants africains, accompagnent les entreprises qui investissent dans les secteurs porteurs, débloquent des aides de plusieurs milliards de dollars, financent des programmes de formation professionnelle, octroient des bourses d'études et encouragent les échanges universitaires. Les grands

(34) Nina BACHKATOV, « Le retour de la Russie en Afrique. Entre réactivation d'anciens réseaux, renégociation des dettes et commerce des armes », in Sebastian SANTANDER (dir.) *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des Émergents*, Karthala, Paris, 2014.

(35) Mikhail MARGUELOV, « Afrique : entre rivalité et coopération », *Le Courrier de Russie*, 10 juil. 2013.

groupes tels que Tata, Bank of India, Bharti Airtel, Mittal ou Exim Bank (36) prennent des parts sans cesse croissantes sur le marché africain.

Il en va de même pour le Brésil, dont les autorités se sont (re)découvert un intérêt pour une Afrique perçue comme un pôle fiable à l'expansion mondiale de l'influence de leur pays. Il a résulté de cet activisme diplomatique brésilien déployé depuis 2003 le doublement du nombre d'ambassades sur le continent et l'élévation exponentielle des liens commerciaux avec les pays africains (*cf. supra*). Encouragés par Brasilia, les grands groupes brésiliens (Vale, Oderbrecht, Petrobras, Embraer, Embrapa, Eletrobras) misent sur l'Afrique et investissent dans les mines, la construction et les infrastructures, dans les centrales électriques, les hydrocarbures ou l'agriculture. Certains d'entre eux se présentent sous la forme de conglomérats simultanément actifs dans plusieurs secteurs (pétrole, gaz, biocarburants, chimie, ingénierie, construction, immobilier) et pays (République démocratique du Congo, , Djibouti, Gabon). Toutefois, la crise politique et économique brésilienne, combinée au changement de pouvoir gouvernemental et aux politiques d'assainissement, a occasionné ces dernières années une contraction de l'intérêt stratégique du Brésil pour la coopération Sud-Sud et les relations avec l'Afrique. Toutefois, certaines études tempèrent l'argument et constatent qu'en faisant une analyse minutieuse et actualisée de la politique brésilienne au développement, non seulement le « retrait » brésilien de la coopération Sud-Sud ne s'est pas produit, mais qu'en outre il a été bien moins important qu'annoncé (37).

L'offensive commerciale du Brésil en Afrique s'est doublée d'une stratégie de promotion de l'image du pays. Le dessein devait permettre au pays d'accroître de manière consensuelle son expansion et son influence. Le Brésil – tout comme d'autres Emergents – a été animé par l'idée que, pour asseoir son statut de puissance, il devait pouvoir s'affirmer comme une référence en mobilisant des ressources immatérielles telles que la culture. Le continent africain est apparu comme un terrain propice à ce projet non seulement du fait que le Brésil compte le plus grand nombre de citoyens d'origine africaine, hors Afrique, mais aussi parce que la culture brésilienne y jouit déjà d'une certaine popularité due à l'intérêt croissant que suscitent, notamment, sa musique, son football et ses feuilletons télévisés. Afin de développer et de consolider cet acquis, Brasilia a installé au Mozambique une station de télévision publique (TV Brasil Internacional), qui diffuse à travers l'Afrique des programmes brésiliens qui doivent « *dire du bien du*

(36) Olivier DUPONT / Chacko PHILIP, « L'Afrique, espace d'action pour l'influence indienne ? », in Sebastian SANTANDER (dir.), *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des Emergents*, Karthala, Paris, 2014 ; Emma MAWDSLEY / Gerard McCANNE (dir.), *India in Africa: Changing Geographies of Power*, Fahamu Books, Oxford, 2011.

(37) Danilo MARCONDES / Emma MAWDSLEY, « South-South in retreat? The transitions from Lula to Rousseff to Temer and Brazilian development cooperation », *International Affairs*, vol. XCIII, n°3, 2017, pp. 681-699 ; Marcus Vinícius DE FREITAS, « Brazil and Africa: historic relations and future opportunities », *The German Marshall Fund of the United States*, 8 fév. 2016, pp. 1-9.

*Brésil* » (38). Le Brésil entend aussi participer à la formation des futures élites africaines dans des domaines où l'Afrique est demandeuse et où il est compétent, comme dans le développement agraire ou l'agronomie, raison pour laquelle il a fondé l'Université fédérale de l'intégration luso-afro-brésilienne (Unilab). Cette politique de coopération au développement s'est également traduite par l'annulation partielle ou totale de dettes, par l'octroi de nouveaux prêts et de programmes d'assistance technique dans des domaines tels que l'agriculture, la santé ou l'énergie. Les autorités brésiliennes prennent soin d'accompagner leur stratégie africaine d'un discours normatif qui présente le pays comme un acteur bienveillant pour l'Afrique, ce qui a permis de contribuer à accroître son capital sympathie sur le Continent noir (39).

Les pays africains et leurs entreprises respectives se déploient également sur le Continent noir. C'est, par exemple, le cas des entreprises sud-africaines (MTN, Sasol) et nigérianes (Dangote, Benue Ciment), qui étendent leurs activités à de plus en plus de pays africains. Elles investissent, tout comme les entreprises des autres Emergents, dans des secteurs aussi variés que les mines, les banques, les assurances, les télécoms, l'agro-alimentaire ou la chimie et sont capables de concurrencer les multinationales occidentales ou des autres pays émergents. Les exemples de rachat par des Emergents ne manquent pas : l'entreprise sud-africaine Steinhoff a racheté le groupe français Conforama ; le chinois Lenovo a acquis les activités d'ordinateurs individuels (PC) d'IBM ; le groupe Geely s'est emparé de Volvo ; Mittal-Steel a mis la main sur le groupe sidérurgiste européen Arcelor et une autre entreprise indienne, Tata, a racheté Jaguar et Land Rover ; la part d'Exxon dans Esso Chili a été cédée à l'entreprise brésilienne Petrobras, alors que deux ans auparavant le groupe canadien Inco s'est vu racheté par la firme minière brésilienne Vale.

Les investissements des Emergents en Afrique sont répartis comme suit : 28% dans l'industrie extractive, 38% dans l'industrie manufacturière et 34% dans les services (40). Toutefois, cela n'empêche pas le développement d'un schéma d'échange commercial à forte empreinte Nord-Sud entre certains pays émergents (Chine et Inde) et un grand nombre de pays africains. Ainsi, les pays africains fournissent à la Chine du pétrole et du gaz, mais aussi du soja, de l'or, du cuivre, du fer ainsi que bien d'autres produits miniers évoqués plus haut. Les pays africains, plus particulièrement ceux du Sahel, fournissent également des grandes quantités de coton à la Chine – malgré le fait qu'elle soit elle-même productrice de coton – depuis la forte augmentation des besoins de l'industrie textile chinoise. En revanche,

(38) Luiz Inacio Lula DA SILVA, « TV Brasil International: a cara do Brasil no exterior », *Planalto*, 24 mai 2010.

(39) Sebastian SANTANDER, « La coopération brésilienne en Afrique », *Revue Défense nationale*, n°738, mars 2011, pp. 37-44.

(40) Jean-Joseph BOILLLOT, « L'Afrique convoitée par les multinationales du Sud », in Bertrand BADIE (dir.), *Puissances d'hier et de demain. L'Etat du monde 2014*, La Découverte, Paris, 2013.

les Chinois vendent aux pays africains des produits électroménagers comme des réfrigérateurs ou des machines à laver ; du matériel électronique tels que des téléphones portables, des téléviseurs, des ordinateurs ou lecteurs de disques-vidéo (DVD) ; des armes tels que des appareils d'aviation militaire (drones, avions de combat), des roquettes, des mines anti-char ou pistolets ; du matériel électrique tels que des ventilateurs ou air conditionné ; des véhicules tels que des camions, des voitures, des motos (41). Comme le montrent certaines études, l'accélération des relations sino-africaines s'est accompagnée d'un renforcement de la spécialisation des pays africains dans l'exportation de matières premières et de produits de base à faible valeur ajoutée et dans l'importation, notamment de Chine, de biens manufacturés à plus haute valeur ajoutée (42).

#### RIVALITÉS TOUS AZIMUTS

Les stratégies individuelles des Emergents en Afrique accroissent la concurrence entre les différents acteurs présents. La collaboration entre les Emergents autour de l'Afrique évoquée plus haut au sujet, notamment, de l'adoption d'instruments collectifs – comme la Banque des BRICS – rencontre de sérieuses limites du simple fait de la position concurrentielle que ces acteurs entretiennent entre eux sur le continent. Dès lors, afin de mieux asseoir leur présence et de conforter leurs influences respectives, ils n'hésitent pas à mener des stratégies spécifiques ou à mobiliser un discours particulier pour se dissocier tant de l'action menée par les puissances occidentales que de celles conduites par leurs pairs concurrents. Tel est notamment le cas de la Chine, qui s'évertue à soigner son image afin de la dissocier de celle d'une puissance « prédatrice ». Plus précisément, Pékin accompagne son expansionnisme non seulement du lancement d'un décrochage africain de sa télévision officielle CCTV-News, mais aussi de l'octroi de quelque cinq mille bourses annuelles aux étudiants africains, de l'abolition de dettes et de l'investissement de milliards de dollars dans la construction d'infrastructures de transport, sociales et culturelles (43). Ce faisant, elle présente la relation sino-africaine comme une association « gagnant-gagnant », dont profiteraient équitablement les deux parties. D'ailleurs, pour éviter que la politique chinoise soit taxée de « colonialisme », les autorités ne se privent pas de rappeler que, au XVI<sup>e</sup> siècle, les expéditions menées par l'amiral Zheng He de la dynastie Ming ne furent en rien comparables à celles conduites par les puissances européennes. Elles évoquent également, comme une garantie des bonnes intentions chinoises

(41) Jean-Raphael CHAPONNIÈRE, « L'empreinte chinoise en Afrique », *Revue d'économie financière*, vol. IV, n° 116, 2014, pp. 195-212 ; Antoine KERNEN, « L'Afrique face à la puissance économique de la Chine », *Politique africaine*, vol. II, n° 134, 2014, pp. 5-19 ;

(42) Cf. notamment Sebastian SANTANDER (dir.) *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des Emergents*, Karthala, Paris, 2014.

(43) White Paper, « China-Africa economic and trade cooperation », Information Office of the State Council of the People's Republic of China, Pékin, 23 déc. 2010.



et de l'absence de toute prétention colonialiste, le soutien apporté par Pékin aux divers mouvements d'indépendance africains de l'après-guerre. Pour rassurer davantage et conforter son discours sur une association de caractère « gagnant-gagnant », Pékin prend des initiatives concrètes comme celle qui l'a amenée à débloquer plusieurs centaines de millions de dollars pour financer la construction de toute une série d'édifices publics, parmi lesquels le Palais du peuple à Djibouti, le Palais de la culture d'Abidjan, l'Assemblée nationale et le Palais du Sénat à Libreville, la Caisse nationale de prévoyance sociale au Cameroun ou le siège d'institutions régionales africaines à l'instar du nouveau Quartier général de l'Union africaine inauguré en janvier 2012 à Addis-Abeba.

Les autres Emergents, désireux d'étendre leur présence sur le continent, aspirent également à se dissocier des anciennes puissances coloniales occidentales. Les autorités turques, dans leur souci de présenter leur pays comme bienveillant, insistent sur le fait qu'il n'est en rien responsable des ravages du colonialisme, contrairement aux Européens, dépeints par Ankara comme des donneurs de leçons. L'Inde soigne également son discours à l'attention de l'Afrique et propose un partenariat fondé sur l'« égalité », la « confiance mutuelle » et une « approche transparente de concertation » (44). Les autorités indiennes, sud-africaines, brésiliennes ou turques tentent de se présenter comme les porte-drapeaux des intérêts des PED africains ; ce discours se révèle d'autant plus efficace que, contrairement aux Emergents, les puissances occidentales continuent d'imposer des conditionnalités politiques aux aides qui sont accueillies sur le Continent noir, comme une forme d'arrogance et d'immixtion dans les affaires intérieures. Conscients de cet état de fait, les Emergents n'hésitent pas à l'exploiter, ce qui affaiblit d'autant l'influence politique occidentale en Afrique.

Toutefois, les Emergents s'ingénient aussi à se distinguer entre eux et plus particulièrement à se dissocier de la Chine, dont l'image en Afrique est loin de paraître lisse, en dépit des efforts récemment entrepris par Pékin pour inverser la tendance. Ils cherchent à surfer sur la détérioration relative de l'image chinoise, résultant notamment d'un nombre croissant de critiques, adressées par des dirigeants africains, des organisations non gouvernementales, des organisations internationales ou des puissances traditionnelles. Ces récriminations ont trait à l'extraction massive de ressources naturelles, à l'alimentation de la corruption des élites locales, au *dumping* environnemental, à l'inondation des marchés locaux par les produits chinois défiant toute concurrence, à l'exportation de sa main-d'œuvre, à l'embauche limitée de personnel local, au paiement de salaires dérisoires ou à l'absence de normes de sécurité dans les sociétés chinoises présentes sur le Continent noir.

(44) Manmohan SINGH, « PM addresses the first India-Africa forum Summit », Press Information Bureau, Government of India, 8 avr. 2008.

Dès lors, les autres Emergents n'hésitent pas à se présenter sous une étiquette « anti-Chine » et comme des amis désireux d'« aider » l'Afrique. Ces discours visent à accroître leur « capital sympathie » respectif sur le continent africain, à se rallier des appuis politiques africains par rapport à des dossiers internationaux et, face à la rivalité chinoise, à multiplier autant que faire se peut leurs débouchés économiques et commerciaux ainsi qu'à acquérir une place plus avantageuse pour leurs investisseurs dans les secteurs économiques considérés comme stratégiques.

\* \*  
\*

Malgré les récents déboires économiques des Emergents, leur essor bouscule sans cesse les équilibres de pouvoir, plus particulièrement ceux de l'économie politique internationale. L'Europe et les EU doivent dorénavant prendre en compte ce décentrage du monde qui s'opère en partie à leurs dépens. Les Emergents acquièrent une place de plus en plus conséquente par rapport à toute une série d'enjeux de relations internationales et se positionnent comme des acteurs incontournables pour les pays africains.

Le déploiement des Emergents en Afrique occasionne un triple effet. Tout d'abord, il contribue à une baisse relative de la dépendance des Africains à l'égard des acteurs traditionnels (Europe, EU, FMI, BM) et, partant, à un affaiblissement relatif de la présence de ces derniers sur le Continent noir. Ensuite, il participe à une certaine revalorisation géo-économique et géopolitique de l'Afrique. Ce reclassement suscite un intérêt renouvelé des puissances traditionnelles pour le continent. Enfin, il crée de nouvelles dépendances. Les liens que les Emergents tissent avec les pays africains se densifient, se diversifient graduellement et couvrent le commerce, l'investissement, la diplomatie, la culture et la coopération militaire. Chaque Emergent s'empresse d'ouvrir des ambassades et des consulats dans les capitales africaines, organise des sommets périodiques de chefs d'Etat et de gouvernement avec les pays africains et encourage l'organisation de fora d'affaires entre ses entreprises et celles du Continent noir.

Les Emergents se positionnent dans le secteur de l'aide au développement et adoptent en la matière un grand nombre d'initiatives individuelles. Ainsi, ils procèdent à l'annulation partielle ou totale de dette, octroient de nouveaux prêts, adoptent des programmes d'assistance technique dans des domaines tels que l'agriculture, la santé ou l'énergie, financent des programmes de formation professionnelle, fournissent des bourses d'études à des étudiants africains afin qu'ils effectuent leur cursus dans les universités des Emergents ou participent aux investissements d'infrastructures locales (voies routières, ferroviaires et fluviales, écoles, hôpitaux).

Bien qu'elle soit présentée comme un soutien exclusivement réservé au pays récipiendaire, l'aide au développement demeure avant tout un

instrument de pouvoir politique au bénéfice de celui qui l'octroie, dans la mesure où elle est instrumentalisée afin d'obtenir des concessions, établir des alliances et construire des zones d'influence. Si on en croit l'adage selon lequel « la main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit », on pourrait prétendre que cette diplomatie s'accompagne d'un discours normatif sur la mise en place d'une « coopération Sud-Sud ». L'idée sous-jacente à cette notion est que les relations entre les Emergents et les pays les plus pauvres seraient porteuses, contrairement aux rapports Nord-Sud, d'une coopération d'égal à égal.

Dès lors, l'expression « coopération Sud-Sud » est généralement mobilisée par les Emergents dans le sens d'une relation idéalisée, reposant sur des principes d'équité et de coopération dépourvus d'inégalités émanant de rapports de puissance. L'idée véhiculée est celle que les pays bénéficiaires ont tout à gagner à développer des relations avec les Emergents, car, contrairement aux pays dits du Nord, les stratégies de coopération des Emergents seraient supposément exemptes de « visées hégémoniques ».

Or cette coopération Sud-Sud constitue un outil de formation d'espaces d'influence politique qui engendre, pour les pays les plus démunis, de nouvelles formes de dépendance. Le schéma de la relation commerciale Sud-Sud revêt d'ailleurs une empreinte Nord-Sud et les pays africains deviennent de plus en plus tributaires tant des IDE que des aides au développement. En conséquence, l'idée que la refonte de la gouvernance mondiale et des équilibres internationaux, due à l'affirmation des Emergents et au décentrage du monde, se fait au profit des pays d'Afrique est à prendre avec beaucoup de précaution.